

27 mai 2004, Québec

Allocution à l'occasion du Forum des jeunes de la fonction publique

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui. J'avais hâte de rencontrer les jeunes de la fonction publique québécoise.

Avant d'aller plus loin, je voudrais saluer Nicolas Mazellier qui quitte la présidence du Forum des jeunes de la fonction publique après 4 ans. Il a été le principal artisan de ces Prix reconnaissance, qui en sont à leur deuxième édition. Sous la direction de Nicolas, le Forum des jeunes de la fonction publique est devenu un groupe respecté et crédible. Je souhaite bonne chance à son successeur Jean-Stéphane Bernard.

Les jeunes de la fonction publique ont maintenant une voix distinctive, une voix forte. Et je vous encourage à vous faire entendre. J'avais hâte de venir vous parler parce que c'est vous qui allez incarner le renouveau de l'État québécois.

Quand on parle de gouvernement en ligne et de services par Internet; on parle de votre monde. Vous êtes la première génération d'employés de l'État qui a grandi avec une souris dans la main. Quand on parle d'efficacité, quand on parle de concurrence internationale, quand on parle de se comparer sur le plan de la performance, c'est votre monde aussi. Vous sortiez à peine de l'adolescence quand le libre-échange a été conclu.

Vous êtes la génération de la concurrence. Le monde auquel doit évoluer l'État québécois, c'est le monde dans lequel vous avez grandi. Vous êtes déjà l'esprit de la modernisation de l'État. Pourquoi s'engager dans cette modernisation? Pourquoi cette aventure? Ça aurait été tellement plus simple de continuer comme avant!

Trois portes, deux défis. C'est ça les raisons qui rendent incontournable la modernisation de l'État. On est placés devant trois portes qui sont autant de possibilités de gérer le Québec.

La première, c'est la taxation. Derrière cette porte, il y a un mur. On est déjà les plus taxés. On ne taxera pas davantage les citoyens du Québec. La deuxième, c'est l'endettement. Cette porte-la, il faut la fermer au plus vite. Parce qu'on est parmi les plus endettés du continent. On est allé au bout des possibilités offertes par la taxation et l'endettement. Il reste la 3e porte. C'est la seule qu'on peut emprunter. C'est celle qui nous amène à faire les choses différemment. Et savez-vous ce que je vois quand je l'ouvre? C'est vous que je vois!

Ce sont les jeunes de la fonction publique québécoise qui sont derrière la seule porte que nous pouvons encore ouvrir pour faire avancer le Québec. Et c'est pas une idée que je me fais. Pour 89,7 % d'entre vous, il est très important ou moyennement important que les citoyens puissent transiger en ligne avec le gouvernement pour des opérations de type changement d'adresse;

Pour 87,3 % d'entre vous, il est très important ou moyennement important que les citoyens puissent faire des transactions financières en ligne, comme payer leurs impôts; Moi,

j'interprète ça comme un appui massif au gouvernement en ligne. Ces chiffres, proviennent de la consultation électronique à laquelle plusieurs d'entre vous ont participé, entre le 12 janvier et le 6 février 2004, à l'initiative du Forum des jeunes de la fonction publique.

Dans le même sondage on apprend ceci :

À 45,9 % vous êtes POUR le partenariat public-privé. À 45,4 %, vous répondez OUI à la question suivante : Estimez-vous que le partenariat public-privé peut être une solution à l'inefficacité ou à l'inefficience de certains programmes ou de certaines structures du gouvernement? Moi, j'interprète ça comme une ouverture au partenariat public-privé. Ce que vous nous dites, c'est : Allez-y, mais prudemment.

On vous a entendus. Je pense que si on reposait la même question aujourd'hui, l'appui au partenariat public-privé serait encore plus élevé. Parce que le concept est mieux compris maintenant. On a compris avec le Plan de modernisation de l'État, présenté au début du mois par la présidente du conseil du Trésor, qu'un partenariat public-privé n'avait rien à voir avec une privatisation; on a compris aussi que le PPP ce n'était pas une solution magique, mais une façon, parmi d'autres, de mieux répondre aux besoins des citoyens dans certains domaines.

On a avancé dans la compréhension des choses. Et d'ailleurs, si vous prêtez l'oreille, vous n'entendrez plus parler de démolition. Tout le monde comprend maintenant que c'est de construction et d'adaptation au changement dont il s'agit. Je veux aujourd'hui vous remercier, vous les jeunes de la fonction publique, pour l'ouverture que vous démontrez face aux changements qu'on est en train de mettre en place.

Vous êtes la nouvelle façon de faire. Vous êtes la troisième porte. Je vous ai parlé tantôt de trois portes et de deux défis. Les deux défis, vous les connaissez. D'abord, c'est la reprise en main de nos finances publiques. Avec nos deux premiers budgets, on a repris le contrôle des dépenses. Aujourd'hui, le Québec vit selon ses moyens. C'est loin d'être une mauvaise nouvelle. Parce que vivre selon ses moyens, pour un État comme pour une famille, c'est le début de la vraie prospérité.

Et regardez de quelle manière on a repris le contrôle des dépenses. On ne l'a pas fait en coupant partout. On l'a fait en réinvestissant 2,2 milliards en santé et plus de 700 millions en éducation. On l'a fait en recentrant l'État sur ses missions essentielles. J'étais très content de voir que dans le sondage que j'ai cité tantôt, à 62,4 % vous dites que le développement du gouvernement en ligne doit venir en deuxième, derrière le réinvestissement en santé et en éducation.

On s'entend là-dessus, c'est d'abord les missions essentielles. Le deuxième défi vous concerne très directement. C'est celui des changements démographiques. Vers 2011, il y aura plus de retraités que de travailleurs au Québec. Alors il faut s'ajuster pour répondre aux besoins croissants en santé, mais aussi pour mieux outiller notre jeunesse, qui en aura lourd sur les épaules.

Ça veut dire réinvestir, mais aussi réorganiser, comme on le fait en santé, et amorcer des débats importants, comme on le fait sur le financement, l'accessibilité et la qualité de l'enseignement universitaire.

C'est aussi pour répondre au défi démographique qu'on a placé la famille au cœur de notre dernier budget. Parce qu'une des façons de relever ce défi, c'est de faire du Québec le meilleur endroit possible pour élever des enfants. Dans la fonction publique, l'impact des changements démographiques sera encore plus grand. D'ici 2014, 40 % des employés de la fonction publique prendront leur retraite. Au niveau des cadres, ce sera encore plus rapide, 60 % auront quitté dans 10 ans.

C'est dire à quel point vous êtes appelés à jouer un grand rôle. C'est dans ce contexte de finances publiques et de démographie, alors que la demande de services évolue, que nous avons présenté notre plan de modernisation de l'État. Ce plan comporte 4 volets principaux qui visent à faire de l'État québécois une organisation des années 2000 branchée sur les besoins des Québécois des années 2000 : améliorer les façons de faire, avec le gouvernement en ligne, par exemple ou les partenariats, lorsque c'est avantageux; alléger les structures, en créant des regroupements d'organismes quand c'est possible; en faisant disparaître des échelons hiérarchiques, par exemple; réévaluer les programmes, en éliminant les doublons ou en laissant tomber ce qui n'est plus nécessaire; miser sur les employés de l'État.

Ça, ça veut dire miser sur vous, sur chacun d'entre vous. La condition sine qua non à la réussite de la modernisation de l'État, c'est la pleine participation de la fonction publique. Il va y avoir du mouvement, c'est certain. On va favoriser le redéploiement du personnel là où sont les besoins. Et on va le faire dans le respect des conventions collectives et de la sécurité d'emploi. Je vous le garantis. Le gouvernement du Québec va demeurer un employeur exemplaire.

Des programmes de développement et de formation sur mesure seront mis sur pied et financés par le Fonds spécifique à la formation et au développement. Aussi, le Centre québécois du leadership sera créé, en collaboration avec l'ENAP, à l'intention des cadres de la fonction publique. On va assurer le renouvellement de la main-d'œuvre. Notre objectif, c'est de remplacer un employé sur deux qui quitte pour la retraite sur 10 ans.

Ça veut dire 16 000 embauches, une moyenne de 1 600 par année. C'est beaucoup de monde. Ce seront des jeunes qui vont faire leur entrée, en grande majorité. Et des personnes issues des minorités culturelles aussi. Je veux que l'État québécois soit plus représentatif de la diversité québécoise. C'est donc un important renouvellement de la fonction publique qu'on est en train d'amorcer.

On a un défi de recrutement à relever ensemble. Et là-dessus, je me permets de vous interpeller directement. Vous avez un rôle à jouer dans la promotion de la fonction publique. Parlez-en de votre vie de fonctionnaire, encouragez les jeunes de votre entourage à déposer leur candidature. Il y a des carrières formidables à faire dans la fonction publique québécoise.

Déjà, les résultats 2003-2004 sont encourageants : dans l'ensemble de la fonction publique, 35 % des personnes recrutées étaient des jeunes de moins de 35 ans. Pour les seules catégories professionnelle et technique 3 300 jeunes ont été recrutés, soit 54,4 % des embauches totales. On est sur la bonne voie.

Chers amis jeunes fonctionnaires du Québec, Il y a 40 ans, ce sont des jeunes fonctionnaires qui ont été les artisans la Révolution tranquille. Avec courage, créativité et détermination, ils ont fait naître un État moderne qui a joué un rôle central dans l'évolution de notre société et dans l'affirmation de nos valeurs comme la justice sociale, l'égalité des chances ou la compassion.

Cet État qui est né avant l'informatisation, avant la mondialisation, avant le vieillissement de la population doit aujourd'hui renouveler ses bases et ses façons de faire. C'est vrai ici, mais c'est aussi le cas dans une foule d'autres pays. La France, où j'étais il y a quelques semaines, vit les mêmes débats que le Québec, comme la Grande-Bretagne, comme l'Allemagne. Ici comme ailleurs, ce renouvellement des États reposera sur la génération montante des employés de la fonction publique.

Pour chacun d'entre vous, les prochaines années seront l'occasion de grands accomplissements. Ce n'est pas seulement une carrière qui s'offre à vous; c'est le privilège d'être aux premières loges de la redéfinition, de la réinvention de l'État québécois. Les femmes et les hommes qui ont fait la Révolution tranquille n'étaient pas meilleurs que vous.

Par le hasard de l'histoire, ils se sont trouvés là, à cet endroit et à ce moment, où le travail qu'ils avaient à accomplir prenait des allures de mission. Les jeunes fonctionnaires de l'époque auraient pu se réunir exactement sous le même thème que celui qui vous réunit aujourd'hui : « Travailler dans la fonction publique, c'est bien plus qu'un emploi, c'est une mission, un engagement ».

Ils étaient tout comme vous de jeunes femmes et de jeunes hommes fiers de faire partie de la fonction publique québécoise et unis par le sentiment de participer à quelque chose de grand pour le Québec. Nous ne retournerons pas à l'époque de la Révolution Tranquille, mais nous pouvons ensemble en retrouver l'esprit : l'audace, le sens de l'innovation et l'appétit pour le changement et le progrès de tous.

Cette audace, cette soif d'accomplissement, elle est toujours là, présente dans la fonction publique québécoise. Elle est ici aujourd'hui dans cette salle. Ces Prix reconnaissance de la jeune fonction publique québécoise en sont la preuve.

Je félicite tous les finalistes, je félicite tous les lauréats. Et je vous dis que j'ai besoin de vous pour amener le Québec plus loin. Je compte sur vous. Les Québécois comptent sur vous.

Merci.